



La littératie en finance verte, une piste prometteuse dans la lutte contre les changements climatiques au Maroc

HABBANI Souad ¹ et LASFAR Soufyane ²

¹ Enseignante-chercheure, Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales – Fès.

Laboratoire ERMOT - Université Sidi Mohamed Ben Abdellah – Maroc

² Doctorant en sciences de gestion, Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales – Fès.

Laboratoire ERMOT - Université Sidi Mohamed Ben Abdellah – Maroc

Résumé : L'impact du réchauffement climatique devient de plus en plus clair, et le monde s'est enfin éveillé à l'impératif existentiel de garantir une transition écologique, dont la finance verte joue un rôle fondamental pour atténuer et développer la capacité de résilience face aux impacts négatifs du changement climatique et assurer une transition vers une croissance verte. Le présent article consiste à montrer l'importance de la littératie en finance verte, tout en démystifiant cette dernière au grand public, afin qu'il acquière les connaissances pour comprendre leur influence dans le secteur financier et sur la planète, pour insister sur des choix d'investissement durable, pour contribuer concrètement à la transition écologique et pour faire de la finance verte un levier de lutte contre les changements climatiques. À cette fin, une démarche théorique a été suivie. Les résultats de notre recherche ont montré que le Maroc en dépit de ses faibles niveaux d'émissions de gaz à effet de serre (GES), a fait preuve d'un leadership régional dans la lutte contre les changements climatiques. Pour continuer sur sa lancée il est mis au défi de diversifier son portefeuille de finance verte, à côté des ressources financières dont il dispose, afin d'atteindre son ambitieux objectif de réduire ses émissions de GES à plus de 45 % d'ici 2030.

Mots-clés : Littératie Financière, Finance Verte, Croissance Verte, Entrepreneuriat Vert, Décarbonation, Changement Climatique.

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.7693810>

Published in: Volume 2 Issue 1



This work is licensed under a [Creative Commons Attribution-NonCommercial-NoDerivatives 4.0 International License](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/).

1. Introduction

Depuis le début des années 1980, le réchauffement climatique s'accroît nettement, avec une augmentation continue de la moyenne décennale. La dernière décennie (2010-2019) a été la plus chaude depuis 1850, la température moyenne mondiale a augmenté de presque 1 °C (FAO 2020). Les températures s'emballent, les forêts s'embrasent, les pluies torrentielles entraînent des inondations dans plusieurs régions dans le monde. Non seulement ces événements s'accroissent, mais ils s'intensifient et se multiplient un peu partout sur la planète, laissant derrière eux des dégâts humains, matériels et immatériels inestimables. L'impact du réchauffement climatique devient de plus en plus clair, ainsi que la pandémie du Covid-19 a montré à quel point l'humanité est vulnérable. Le monde s'est enfin éveillé à l'impératif existentiel de garantir une transition rapide vers une économie verte, durable et à faible émission de gaz à effet de serre, qui serait la clé pour sauver notre environnement et préserver nos ressources à long terme (Levy-Tadjine 2013).

La finance verte joue un rôle fondamental dans cette transition écologique, elle contribue à atténuer et à renforcer la résilience face aux impacts négatifs du changement climatique. Par conséquent, comprendre comment fonctionnent ses instruments, comment les utiliser pour aligner la performance financière et les Objectifs de développement durable (ODD) et comment peuvent-ils être utilisés, est essentiel pour tous les acteurs du marché (Thalmann 2016). En effet la littérature en finance verte pourrait être un moteur principal pour surmonter les défis de l'intégration de la durabilité dans les décisions financières (Cude 2010), en développant le niveau des connaissances sur la finance verte, afin que les ménages les petites et les moyennes entreprises comprennent les diverses stratégies d'investissement, la grande variété des produits de la finance verte, leur fonctionnement et la nécessité d'intégrer les risques environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans leurs décisions financières (Debruyne 2015). Ce que nous appelons aujourd'hui finance verte deviendra bientôt une finance traditionnelle. Mais pour que ce mouvement se développe, il doit commencer par une alphabétisation très large et une compréhension des défis et des priorités stratégiques. En ce sens nous souhaitons contribuer à la discussion sur la littérature financière verte à partir de notre recherche qui consiste à démystifier la finance verte pour les ménages, les entreprises et le grand public en général, afin qu'ils acquièrent les connaissances dont ils ont besoin pour comprendre comment tirer parti de leur rôle dans le secteur financier, afin qu'ils puissent voir comment peuvent-ils avoir une influence directe dans le secteur et sur la planète, pour insister sur des choix d'investissement durable, pour contribuer concrètement à la transition énergétique, pour relever les défis des changements climatiques et pour faire de la finance verte un levier de croissance verte. Et c'est pourquoi il nous a paru judicieux d'essayer de trouver des éléments de réponse à la problématique suivante :

« La littérature financière pourrait-elle favoriser l'émergence de la finance verte au Maroc ? »

Pour trouver des éléments de réponse à notre problématique et dans une démarche théorique, trois axes d'analyse s'imposent. Le premier axe, portera sur la transition d'une économie industrielle à une économie écologique, qui devient une actualité dévorante et qui reflète les enjeux mondiaux d'aujourd'hui. Le deuxième axe tentera de montrer que la finance verte est devenue l'art de la guerre pour lutter contre le réchauffement climatique. Enfin, le troisième axe cherchera à montrer que la littérature financière verte est un défi pour verdifier le système financier marocain.

2. De la transition industrielle à la transition écologique

Le changement climatique et la dégradation de l'environnement constituent aujourd'hui les plus grandes menaces pour le développement durable. La perte continue de la nature est devenue un risque systémique

pour l'économie mondiale, le rapport de (The Future Of Nature 2020) a révélé que plus de la moitié du PIB mondial dépend de la nature, douze millions d'hectares de terres ont été dégradés chaque année en raison de leur surexploitation et utilisation non durable, les trois quarts des terres et les deux tiers de l'environnement marin ont été considérablement altérés par les actions humaines. Les pertes économiques dues aux changements climatiques extrêmes augmentent depuis les années 1980 dans le monde entier. Les pertes annuelles moyennes se situent actuellement entre 150 et 200 milliards de dollars, une part importante de ces dommages située dans les pays à revenu faible et intermédiaire (UNEP 2022). Cette estimation ne tient pas en compte les opportunités économiques perdues. Les personnes à faible revenu sont particulièrement les plus exposés : vivants dans des zones agricoles défavorisées, des zones côtières de basse altitude et d'autres endroits vulnérables au changement climatique (Tordjman 2021).

Les opportunités de la transition écologique sont d'ordre social et environnemental, mais elles sont avant tout d'ordre économique en raison des enjeux de compétitivité et d'accès aux marchés qu'elles impliquent, les entreprises qui agissent maintenant évitent non seulement la menace d'être laissées pour compte, mais elles se taillent également un avantage concurrentiel significatif dans ce nouveau paradigme de la compétitivité (Jackson 2017). En commençant dès maintenant par la décarbonation, les entreprises obtiendront de meilleurs résultats par la suite. Pour (Damian 2015), ce qui compte aujourd'hui est que les entreprises comprennent que la décarbonation est une opportunité et non pas une menace, que leur avenir est inextricablement lié au développement durable et que son importance ne cesse de croître.

Au cours des cinquante années qui se sont écoulées, depuis la célèbre déclaration de (Milton Friedman, 1970), « la seule responsabilité sociale de l'entreprise est l'accroissement du profit », il y a eu une énorme croissance de la responsabilité sociale des entreprises et de l'investissement socialement responsable (Torra et Bouslihim 2019). Non seulement les entreprises qui prennent en considération la responsabilité sociale lorsqu'elles articulent leur stratégie avec des parties prenantes externes, mais les régulateurs, les investisseurs, les gestionnaires d'actifs et tous les acteurs des marchés financiers accordent une importance croissante aux considérations ESG (Fonrouge et Petzold Dumeynieux 2013).

L'investissement joue également un rôle clé dans la mise en œuvre des ODD, en particulier dans l'ODD 1 (Éliminer de la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde), l'ODD 7 (Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable) et l'ODD 13 (Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions qui renforcent délibérément la croissance verte (Nations Unies 2015)). (Morvan 2008) a été parmi les premiers auteurs qui ont étudié la performance non financière des fonds liés à la durabilité, il a qualifié la pratique de l'investissement vert comme un « placement de capitaux dans des entreprises qui génèrent des biens, des services ou des avantages sociaux ou environnementaux ». Depuis lors, plusieurs définitions et extensions de l'investissement vert ont émergé, (Torra et Bouslihim 2019) le considèrent comme un investissement axé sur les changements du monde réel en termes d'atténuation et d'adaptation aux problèmes liés à la dégradation écologique causée par le réchauffement climatique.

Ces dernières années, les marchés financiers ont largement intégré les pratiques d'investissement liées à la durabilité, avec une réorientation vers des investissements à impact, les projets verts ont augmenté par un rythme rapide, en particulier les investissements dans les bâtiments écologiques, les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (Nicolas 2022). Malgré la forte évolution des investissements

verts ces dernières années, un important déficit financier existe toujours pour soutenir ces programmes d'investissements. Le rapport du Programme des Nations Unies pour l'environnement (UNEP 2022) a montré que les investissements actuels destinés à des projets verts s'élèvent à 133 milliards de dollars, dont la plupart proviennent de sources publiques et affirme que la finance verte présente des instruments très répandus pour traiter les questions environnementales. Cependant, il reste à voir si le financement vert est efficace pour résoudre les problèmes environnementaux actuels, ce rapport appelle à tripler ces investissements à l'horizon de 2030 et à les quadrupler d'ici 2050 par rapport au niveau actuel et précise également que si le monde veut atteindre les objectifs fixés pour la lutte contre les changements climatiques, il doit combler un déficit de financement de 4.100 milliards de dollars d'ici 2050.

3. La finance verte : l'art de la guerre contre le réchauffement climatique

3.1 Définition de la finance verte

Avec l'augmentation des actions mondiales en faveur des changements climatiques, souvent entendu parler de « finance verte », une notion assez vague comprenant parfois des investissements qui n'ont même pas le vernis de la durabilité. Malgré cela, la finance verte recèle de nombreux outils d'énorme utilité, qui peuvent être utilisés dans la lutte contre le réchauffement climatique (Pour un réveil écologique 2022). À ce jour, il n'existe pas de définition unique et bien établie de la finance verte. Il n'est cependant pas clair sur le plan conceptuel, plusieurs définitions ont été proposées par des organisations internationales pour des titres et produits verts spécifiques.

Il est souvent difficile de faire la distinction entre la finance verte et la finance climat. Selon (Gilbert, 2012), la finance verte est une notion large qui apparaît dans les années 2000, peut se référer au financement des investissements destinés à des projets et initiatives de développement durable, à des produits environnementaux (comme la gestion de l'eau ou la protection de la biodiversité), à la prévention, la réduction et la compensation des dégâts causés par le changement climatique (tel que l'efficacité énergétique ou les barrages), ou à des politiques publiques qui encouragent le développement d'une économie verte et plus durable (Ansidei et Leandri 2021).

Alors que la finance climat n'est qu'un aspect de la finance verte, qui est particulièrement axé sur le financement de l'atténuation et de l'adaptation. Le financement d'atténuation fait référence aux investissements dans des projets et des programmes qui contribuent à réduire ou à éviter les émissions de gaz à effet de serre, tandis que le financement d'adaptation concerne les investissements qui contribuent à réduire la vulnérabilité des personnes et des biens aux effets du changement climatique (Bürgenmeier 2015).

3.2 Instruments de la finance verte.

La finance verte est devenue une solution capitale pour faire face au changement climatique. Cependant, l'efficacité du financement vert actuels reste à voir, car le déficit d'investissement vert a été découvert comme étant important, environs 4.100 milliards de dollars d'ici 2050, sans certitude quant à la manière de le combler (Wang et al. 2022). En raison de l'étendue des terminologies utilisées dans le domaine de la finance verte, le tableau 1 ci-dessous montre le champ d'application de la finance verte, il est principalement concentré sur la cartographie de la littérature existante sur la finance verte dans le domaine des affaires, des sciences économiques et sociales, des sciences environnementales et d'autres domaines multidisciplinaires.

Tableau 1 : Les outils de financement de la transition.

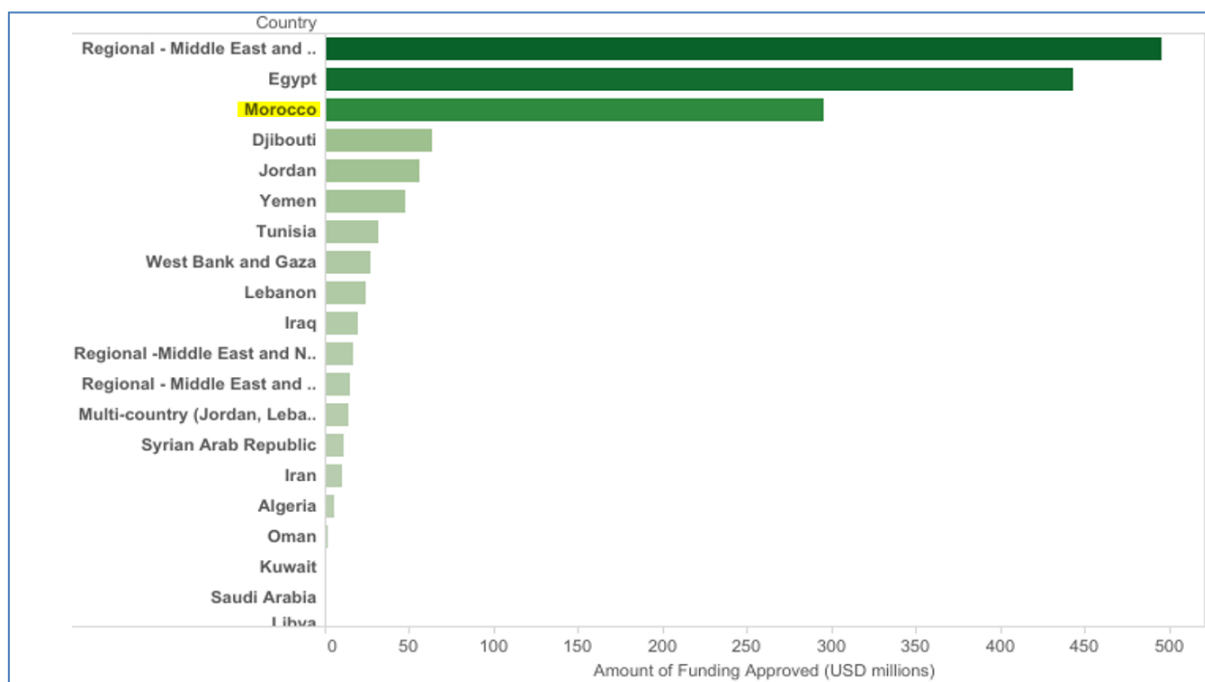
Outils	Définition	Source
Les obligations vertes	Les obligations vertes sont semblables aux obligations « classiques » en cela qu'elles représentent des titres de dette. Cependant, l'argent emprunté sert à financer des projets à vocation écologique.	(Torra et Bouslihim 2019)
Le Marché du carbone	Un marché du carbone est un instrument de lutte contre la pollution qui consiste en un système d'échanges de quotas d'émission de CO ₂ , des sortes de « droits à polluer » délivrés aux entreprises. Ainsi, les acteurs souhaitant polluer plus doivent acheter des droits supplémentaires, ce qui incite à diminuer l'émission de gaz à effet de serre.	(Leboiteux 2020)
Le Bonus-malus (écopastille)	Le bonus-malus vise à augmenter le coût d'achat des voitures polluantes et à alléger celui des voitures peu polluantes pour en inciter l'achat. C'est l'application du principe « pollueur-payeur ».	(Yu et al. 2021)
Les green loans	Sont des prêts indexés sur des critères environnementaux ou sociaux, destinés au financement d'investissements à impact environnemental positif, s'apparentent à des prêts bancaires classiques avec des conditions plus favorables.	(Zhang, Zhang, et Managi 2019)
Le Fonds Vert pour le Climat (FVC)	Ce Fonds a pour objectif de réaliser le transfert de fonds des pays développés à destination des pays en développement afin de mettre en place des projets pour combattre les effets des changements climatiques.	(Wang et al. 2022)
La taxe carbone	La taxe carbone vise à augmenter le coût des activités émettrices de gaz à effet de serre pour inciter les agents économiques à trouver des énergies alternatives.	(Zaouati 2018)

Source : Elaboration personnelle

3.3 Le marché de la finance verte au Maroc

Le Maroc ambitionne la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) à plus de 45 % d'ici 2030 (MTEDD 2022). Pour atteindre cet objectif il n'a pas hésité, à investir massivement dans les projets verts notamment dans les énergies renouvelables, pour porter la part à 52% dans le mix énergétique d'ici 2030. Le secteur de la finance (banques et marchés financiers) est pointé du doigt pour être l'un des principaux acteurs dans la lutte contre le changement climatique. Il joue un rôle primordial dans la mobilisation et l'orientation des capitaux privés vers des investissements à effet positif sur le climat. Ils ont inscrit la préservation de l'environnement et le respect des droits sociaux dans leurs critères d'octroi et de sélection des projets éligibles à leur financement après la COP22 organisée par le Maroc. Les investissements et les financements effectués par ses établissements ont une influence directe sur l'économie et ainsi sur son empreinte écologique. Dans ce contexte de crise socio-économique, et du déclenchement féroce de l'urgence climatique, les acteurs financiers ont de ce fait une opportunité et une responsabilité sans précédent pour faire de la finance verte un levier de transition écologique (Pour un réveil écologique 2022).

Au niveau mondial le Maroc se positionne comme l'un des principaux pays attributaires du financement climatique. Côté financements publics, le Maroc s'est positionné au 2ème rang au niveau de la région du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord (MENA), en termes de financements publics qu'il a pu obtenir, totalement ce sont 295.7 millions de dollars décroché (Fund 2022), juste après l'Egypte 443 millions de dollars (Cf. figure 1), la plus grande partie du financement climatique public est octroyé au Maroc sous forme de prêts concessionnels pour des grands projets, comme par exemple la centrale à énergie solaire à concentration Noor d'Ouarzazate et le programme intégré de l'énergie éolienne de l'ONEE, ou le programme d'investissement de l'ONCF pour renouveler l'infrastructure ferroviaire et passer une mobilité durable sobre en carbone (Zenasni 2019).

Figure 1 : Classement du Maroc dans la région MENA en matière du financement vert reçu.

Source : <https://www.greenclimate.fund/document/annual-results-report-2021>

Côté finance de marché, on dénombrait fin 2022, 602,2 millions d’euros destinés au financement des projets verts (Cf. Tableau 2). Réparti entre le FVC et la BERD, cette dernière a lancé dans la même année une ligne de financement pour l’économie verte ‘Green Economy Financing Facility Morocco II’ (GEFF II), dotée d’une enveloppe de 163 millions d’euros, dédiée aux entreprises marocaines. Une année avant elle a injecté 211 millions d’euros dans 10 projets réalisés au Maroc, plus de la moitié de l’investissement total a financé des projets verts (AMMC 2022). Durant la dernière décennie 2012-2021, les émissions des obligations vertes au Maroc ont cumulé 356 millions de dollars. Au niveau africain, le Maroc figure dans le Top 3, alors que dans la région du Moyen-Orient et de l’Afrique du Nord, il se positionne dans la 4ème place. Toutefois, le cumul de ses « Green Bonds » stagne depuis 2019. Rappelons que c’est MASEN qui a ouvert le bal des obligations vertes au Maroc, en bouclant début novembre 2016, une émission obligataire verte pour 1,15 milliard de DH. Cette opération était destinée à cofinancer le projet solaire photovoltaïque Noor Laâyoune et Noor Boujdour (Ben Hayoun 2022).

Tableau 2 : Financement vert accordé aux organisations Marocaines en 2022.

Emetteur	Montant en millions d’euros (€)	Objectif	Date
ONCF	250	Programme d’investissement de l’ONCF renouveler l’infrastructure ferroviaire pour une mobilité durable sobre en carbone.	09/09/2022
ONCF	19,2	La première obligation verte dans le secteur des infrastructures au Maroc Pour refinancer l’emprunt consacré à la ligne à grande vitesse électrifiée Al Boraq.	28/07/2022
MTEDD	38	Soutenir la construction de la première usine d’hydrogène vert du Maroc	22/11/2022

Ministère de l'Agriculture, et du Développement Rural	170	Projet pour une gestion de l'eau résiliente et durable dans l'agriculture (RESWAG)	25/03/2022
MASEN	53,5	Rééquipement du parc éolien Marocain de Koudia Al Baida	19/07/2022
CIH BANK	25	Programme de financement d'une économie verte (PFEV)	05/03/2022
Groupe Crédit du Maroc	25		08/02/2022
Société Générale Maroc	25		03/02/2022
Groupe BMCI	25		04/01/2022
Bank of Africa – Groupe BMCE	25		06/02/2022
Banque centrale Populaire	25		12/12/2022

Source : *Elaboration personnelle (à partir les communiqués de presse officiels des émetteurs)*

3.4 Les aspirations politiques pour verdire le système financier Marocain

L'AMMC a annoncé que le marché marocain du financement vert est désormais évalué à 450 millions de dollars, six ans seulement après sa création (AMMC 2022), Malgré l'augmentation impressionnante du financement vert, le marché est encore en deçà de la taille nécessaire pour financer les besoins en investissement vert nécessaires pour atteindre les objectifs fixés par le Maroc dans sa CDN. Dans cette dernière le Maroc considère l'adaptation comme une priorité, étant donné sa grande vulnérabilité aux impacts du changement climatique. Pour cette fin, 40 milliards de dollars estimé par le ministère de l'environnement (MTEDD 2022) comme coût de mise en œuvre des programmes d'adaptation dans les secteurs les plus vulnérables. Au niveau d'atténuation, l'objectif du Maroc est de réduire les émissions de GES de à moins de 45% à l'horizon 2030 dont un objectif inconditionnel de 18,3% par rapport au scénario de référence. Le coût global des programmes d'atténuation estimé dans la CDN est évalué à 38,8 milliards de dollars dont 21,5 milliards de dollars pour les actions conditionnelles.

La mise en œuvre de la CDN requiert des investissements importants qui dépassent la capacité d'un seul acteur, de ce fait une interaction bonifiée est requise entre l'État marocain, les institutions financières internationales et le secteur financier privé. Si l'importance de ce dernier dans la transition de l'économie Marocaine vers un modèle plus durable est désormais reconnue, les régulateurs financiers ont également un rôle fondamental à jouer. Ils doivent œuvrer pour que cette transition soit soutenue par tous les acteurs du secteur financier selon une vision partagée, coordonnée et progressive, afin de maintenir la stabilité financière.

Dans cette optique, Bank Al-Maghrib (BAM), L'Autorité marocaine du marché des capitaux (AMMC) et d'autres autorités financières et opérateurs du secteur ont élaboré une feuille de route qui vise à aligner le secteur financier marocain sur les enjeux du développement durable. La vision stratégique de la feuille de route s'articule autour de cinq axes :

- L'élargissement de la gouvernance des établissements financiers aux risques sociaux et environnementaux.
- Le renforcement des capacités dans le domaine de la finance verte.
- La promotion de la transparence et de la discipline des marchés
- Le développement, aux côtés des parties prenantes, d'instruments et de produits financiers verts.
- La promotion de l'inclusion financière comme moteur du développement durable.

La mise en place des engagements de la feuille de route implique un dialogue régulier entre les autorités financières d'une part et avec les acteurs du système financier d'autre part (HCP 2021). Cette feuille de route incite les acteurs du secteur financier à prendre en compte les préoccupations environnementales et climatiques dans leur gouvernance et leur stratégie, à élargir leur cartographie des risques aux enjeux environnementaux et à élaborer et communiquer des informations sur les risques climatiques.

De sa part, L'autorité marocaine du marché financier (AMMC) a publié son premier guide sur les obligations vertes en 2016 afin de promouvoir la mobilisation de ressources vertes. Ce guide a été révisé en juillet 2018 pour inclure également les obligations durables. L'AMMC a publié ainsi un texte exigeant, entre autres, les entreprises qui lancent un appel public à l'épargne préparent et publient un rapport ESG (AMMC 2017). Un indice de référence spécifique - le Casablanca ESG 10 - a également été mis en place en septembre 2018 par la bourse de Casablanca, il calcule la performance des cours des entreprises socialement responsables, cotées à la Bourse de Casablanca

Si ces initiatives ont fait que le Sustainable Banking Network a classé le Maroc en 2022 au stade « émergent » en termes d'avancement dans la finance verte (Global Progress Report 2021), et si l'essor de l'économie verte au Maroc offre des possibilités de croissance et des opportunités dans plusieurs secteurs. Les perspectives de développement offertes au secteur financier Marocain vont bien au-delà de la contribution à la mise en place d'une économie plus durable ou du respect des engagements de l'Accord de Paris. Le chemin à parcourir est encore long et des efforts importants sont encore nécessaires pour s'assurer que la feuille de route du secteur financier est mise en œuvre et que le suivi des risques environnementaux et sociaux est mis en place par les institutions financières. Le secteur financier Marocain doit faire preuve de créativité et de sens de l'innovation et saisir ces opportunités pour contribuer à verdire durablement le système financier et jouer un rôle de catalyseur pour le développement de financements verts au Maroc (Zakraoui 2020).

4. La littératie financière verte : un défi majeur

La littératie est maintenant l'une des principales priorités de plusieurs pays dans le monde entier, elle est nécessaire pour la jeune génération actuelle, car elle permet de planifier leurs besoins futurs, afin que chaque individu deviendrait responsable de soi-même et de sa propre famille dans plusieurs domaines de la vie quotidienne. Dans ce qui suit, on va essayer de définir trois formes de littératie. Il s'agit premièrement de la littératie en finance -traditionnelle- c'est un terme bien établi dans les rapports et dans la littérature couvrant tout le processus qui permet aux gens de comprendre ce qui est nécessaire pour atteindre un mode de vie financièrement équilibré. Deuxièmement, la littératie en durabilité, ce terme se rapporte à la notion de développement durable telle que préconisée par les Nations Unies. Troisièmement, la littératie en finance durable, qui se chevauche entre les deux premières notions.

4.1 La littératie en finance

La littératie financière est devenue un sujet de recherche important en ce qui concerne la nécessité de l'amélioration des connaissances financières et des compétences des personnes. La « littératie » dans le sens large non lié à la finance est traditionnellement définie comme un ensemble de compétences couvrant la lecture, l'écriture et le comptage, avec objectif principal le développement de la connaissance (Tchotourian 2016). En ce sens la « littératie financière » est souvent associée à l'Enquête fournie par la Coalition Jump Start en 1997. Dans cette étude, la littératie financière a été définie comme « la capacité d'utiliser les connaissances et les compétences pour gérer efficacement les ressources financières afin d'assurer la sécurité financière à vie » (Mandell, 1997). Quelques années plus tôt, (Noctor et coll, 1992) ont présenté la littératie financière comme « la capacité de porter des jugements éclairés et de prendre des décisions efficaces concernant l'utilisation et la gestion de l'argent ». De

même, l'OCDE a défini la littératie financière comme « le processus par lequel les consommateurs et les investisseurs améliorent leur compréhension des produits, des concepts et des risques financiers grâce aux informations, aux instructions et aux conseils pour devenir plus conscients des risques financiers et des opportunités, pour faire des bons choix d'investissements, pour prendre des décisions financières judicieuses et pour améliorer leur bien-être financier ».

À partir des définitions ci-dessus, il est possible de déduire la nature de la littératie financière, qui est une sorte de compréhension du monde financier, qui conduit les individus et les entreprises à corriger leur jugement, à prendre des décisions efficaces et judicieuses et à adopter un comportement pertinent dans le domaine de la finance (Cude 2010). Par conséquent l'insuffisance des connaissances et des compétences affecte l'attitude et le comportement financiers des individus. La littératie économique est un terme plus large qui, outre la littératie financière, comprend, par exemple, la capacité d'obtenir un revenu, en tenant compte des conséquences des décisions personnelles sur le revenu actuel et futur, l'orientation sur le marché du travail, la capacité de prendre des décisions sur les dépenses (Garg et Singh 2018).

4.2 Littératie en durabilité

Des changements ont eu lieu dans la société, de nouvelles tendances et de nouveaux concepts sont en cours d'élaboration. L'un des concepts importants traités ces dernières années est celui du développement durable, l'idée principale consiste sur la nécessité de fixer des objectifs de développement qui répondent aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs (Babajide et al. 2021a). En d'autres termes, il s'agit de la vision d'une société qui n'emprunte pas aux générations futures et ne vit pas aux dépens des générations actuelles (Muñoz-Céspedes, Ibar-Alonso, et de Lorenzo Ros 2021). Pour assurer le développement durable de la société, les individus doivent se comporter de manière durable. La durabilité étant par nature un sujet très vaste, complexe et transversal, elle fait partie de plusieurs domaines tels que la gestion de l'environnement, l'intelligence écologique, la qualité des sols, ou l'inclusion sociale, etc. (Ye et Kulathunga 2019a).

Afin que le monde s'oriente vers la durabilité, chacun doit posséder un certain niveau de connaissances en la matière. Il est important de noter que la littératie en développement durable comprend diverses composantes de l'éducation à l'environnement en passant par l'engagement et la responsabilité sociale. "La littératie en durabilité" est définie comme un ensemble de connaissances, de compétences et de comportements qui permettent aux individus de s'engager fortement dans la construction d'un avenir durable et d'aider à prendre des décisions éclairées et efficaces à cette fin (Melki, Jean-Marc, et Atf 2019). Selon les Nations Unies, pour devenir une personne alphabétisée en matière de durabilité, il faut comprendre l'interrelation qui existe entre l'humain, les ressources naturelles, l'environnement et le développement. De même qu'un individu doit acquérir un certain niveau en littératie financière pour gagner sa liberté financière, la même logique s'applique à ce qu'il faut faire pour que le monde devienne plus durable (Slimani, Lange, et Azzouna 2017).

La littératie en durabilité est plus que jamais, un besoin absolu et fait partie intégrante des programmes politiques, sociaux, économiques et éducatifs. (Murray et Cotgrave 2007) soutiennent que la littératie est vitale pour favoriser les compétences en matière de durabilité, pour atteindre les ODD et pour donner aux individus les moyens de prendre des décisions éclairées afin d'agir de manière responsable pour l'intégrité environnementale, la viabilité économique et pour les générations actuelles et futures. Pour (Babajide et al. 2021b) Elle est nécessaire de la développer à tous les niveaux d'enseignement, dans la mesure où les comportements respectueux de l'environnement, au sens large, peuvent et doivent être enseignés/appris, promus et même récompensés afin que la conscience environnementale soit ancrée

chez les élèves dès le premier instant. Bien entendu, cela s'applique également au domaine de la gestion financière.

4.3 Littératie en finance durable

Sur le plan conceptuel, la littératie en finance durable est liée à la littératie financière, dans ce cadre elle est considérée comme une extension du concept de base (Bilis 2022). Si la littératie financière décrit les compétences et les connaissances nécessaires à la prise de décisions financières et ses impacts sont limitées aux choix des investissements et par conséquent aux résultats financiers, pour (Filippini, Leippold, et Wekhof 2021) la littératie en finance durable ne concerne pas seulement les résultats financiers pour les investisseurs, mais aussi la réorientation des flux de capitaux vers une économie verte et durable. De leurs part (Warner et Agnello 2012) ont défini la littératie en finance verte comme la disposition des connaissances et des compétences nécessaires en matière de durabilité pour prendre des décisions financières responsables et à impact positif sur l'environnement.

Bien que leur littératie financière classique s'avère élevée chez les investisseurs, leurs connaissances sur la durabilité et leur niveau de littératie en finance verte sont faibles (Babajide et al. 2021b). La littératie financière est une condition préalable essentielle à l'investissements socialement responsable, ce dernier nécessite une forme supplémentaire de connaissances, qui va au-delà de la définition classique de la littératie financière et qui se rapporte principalement au concept de durabilité. Néanmoins, les résultats de recherche de (Ye et Kulathunga 2019b) démontrent que le niveau de la littératie en finance verte est un facteur déterminant et essentiel pour posséder des produits financiers durables. Pour cette raison, les connaissances des investisseurs en matière de durabilité deviennent un facteur indispensable pour prendre des décisions d'investissement éclairées et obtenir des résultats efficaces. Selon (Hira 2012) lorsque ces connaissances sont absentes ou insuffisantes, les investisseurs deviennent sujets de manipulation potentielle de la part des institutions financières (Balcou-Debussche 2016).

4.4 Porter un discours global de la finance verte via la littératie financière

Les nouvelles alertes lancées par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) face au réchauffement climatique et l'importance accordée aux questions de durabilité ces dernières années montrent la volonté croissante des consommateurs de contribuer à la transition écologique pour lutter contre le réchauffement climatique (GIEC 2022). Les consommateurs adaptent progressivement leur consommation et leurs activités quotidiennes, telles que l'utilisation des vélos, des transports en commun, des véhicules électriques, la rationalité dans la consommation de l'énergie et la consommation d'aliments d'origine végétale pour soutenir les programmes de durabilité vers un objectif de zéro émission nette (Nations Unies 2015).

Cependant, la demande de produits financiers verts n'a pas suscité le même intérêt de la part de ces consommateurs, le niveau de la demande de produits financiers est affecté par la littératie financière chez eux et par le manque de compréhension du rôle de la finance verte, y compris par les professionnels du secteur financier (Hira 2012). D'après les résultats de (Bilis 2022) ce manque d'informations des consommateurs sur la façon dont leurs décisions financières contribuent ou réduisent le réchauffement climatique et plus généralement sur la durabilité, affecte négativement les niveaux de la demande sur les produits financiers verts, mais limite également la contribution active de ces personnes dans la transition écologique. D'après l'étude de (Taylor et Pomorski 2020), les personnes ayant des valeurs pro-environnementales plus fortes (comportement et attitude des personnes à impact positif sur l'environnemental), ne détiennent pas de portefeuilles verts. L'une des principales raisons est que ces personnes écolos sont désengagées des décisions financières, en même temps, elles recyclent plus que leurs voisins et ils sont prêts à payer plus pour des produits verts et respectueux de l'environnement (Hassaine et Badri 2021).

Dans son rapport final de 2018 intitulé « Financer une économie européenne durable », la Commission européenne met l'accent sur le rôle de la littératie financière dans la réalisation de sa vision durable. Cette vision exige que les individus doivent être pleinement conscients de l'activité des entreprises qu'ils financent et de la performance de ces entreprises en matière de durabilité. Les investisseurs devraient comprendre comment responsabiliser la direction de leurs fonds et s'assurer qu'ils sont tenus informés de la manière dont leur argent est investi et géré de manière durable et responsable (Torra et Bouslihim 2019). La Commission recommande aux États membres d'élaborer des stratégies nationales pour la littératie financière et de son intégration dans les programmes scolaires, outre l'enseignement des compétences de base sur la gestion des finances personnelles, cela devrait également inclure une vue d'ensemble sur la finance verte qui permettrait également d'avoir une plus grande transparence (Massari et Giannoccaro 2021).

Pour faire de la finance verte une matière plus accessible, le programme de la littératie devrait mettre l'accent sur l'impact à long terme du secteur financier. En informant les jeunes sur les mécanismes qui sous-tendent leurs comptes bancaires, ils seront en mesure de mieux évaluer l'impact de leur argent, par exemple, sur les facteurs ESG et de prendre des décisions plus éclairées à mesure qu'ils atteindront l'âge adulte (Filippini, Leippold, et Wekhof 2021). Diverses institutions ont commencé à s'attaquer à cette question et ont tenté d'adapter les programmes éducatifs de manière à ce que les étudiants reçoivent les connaissances et les compétences économiques et financières appropriées. Selon (Ye et Kulathunga 2019b) une population éduquée et informée économiquement peut entraîner de meilleurs résultats sur le marché, dans cette optique, si l'éducation financière et environnementale améliore réellement la littératie en finance verte en durabilité en général, il n'est donc pas surprenant que la littératie en finance verte au cours des dernières années soit devenue de plus en plus fréquente.

5. Conclusion

Ce que nous appelons aujourd'hui finance verte deviendra bientôt une finance traditionnelle, elle occupe une place de plus en plus importante, pour être un levier indispensable dans la lutte contre le changement climatique dans les volets d'atténuation et d'adaptation. Cette dernière pourrait-elle être accélérée davantage par le développement du niveau de la littératie en finance verte ? nous avons essayé de trouver des éléments de réponse à cette question. Nos résultats confirment que la mise en œuvre des programmes de sensibilisation adaptés pourra augmenter le niveau de connaissance sur la durabilité au Maroc et par conséquent favoriser l'émergence de la finance verte et nous propulser vers une croissance verte.

Notre recherche montre également que la littératie financière est considérée comme l'épine dorsale de la sensibilisation sur l'importance de la finance verte dans la lutte contre le réchauffement climatique. Elle joue un rôle fondamental pour surmonter les défis de l'intégration de la durabilité dans les décisions financières, en développant le niveau de connaissances sur la finance verte, afin que toutes les parties prenantes comprennent les diverses stratégies d'investissement verts, la grande variété des produits de la finance verte, et la nécessité d'intégrer les risques ESG dans leurs décisions financières. Par conséquent, investir dans des projets à impact positif et respectueux de l'environnement ou influencer plus les entreprises à être plus durables.

Après analyse, notre constat global est que le Maroc est devenu un champion enthousiaste de l'énergie solaire, il a fait preuve d'un leadership mondial en matière d'énergie renouvelable, de décarbonation et dans la lutte contre le changement climatique. Classé numéro un dans le monde en développement par l'indice de performance sur le changement climatique. Malgré l'augmentation impressionnante du financement vert reçu par le Maroc, le marché est encore en deçà de la taille nécessaire pour financer les besoins en investissement vert nécessaires pour atteindre les objectifs fixés dans sa CDN, notamment

la réduction de ses émissions de GES à plus de 45 % d'ici 2030. Aujourd'hui le Maroc est mis au défi de diversifier son portefeuille de finance verte, à côté des ressources financières dont il dispose. En ce sens, Les investissements dans des projets verts, appuyés par des financements internationaux, peuvent servir à verdire durablement le système financier Marocain et jouer un rôle de catalyseur pour le développement de financements liés au climat, de cette manière, la finance verte peut contribuer à la lutte contre les changements climatiques. Le développement de nouveaux instruments financiers comme les green loans ou le Bonus-malus peut également donner un nouvel élan aux marchés de capitaux. C'est notamment le cas des obligations vertes, qui se sont révélées être un outil efficace pour mobiliser des flux vers des projets verts.

Bibliographie

- [1] AMMC. 2017. « Guide sur «la Responsabilité Sociétale des Entreprises et le reporting ESG » | AMMC ». 2017. <https://www.ammc.ma/fr>.
- [2] Ansidei, Julie, et Noam Leandri. 2021. La finance verte. La Découverte.
- [3] Ben Hayoun, Moncef Ben Hayoun, LE. 2022. « « Green Bonds » : Le Maroc dans le Top 3 africain, mais... » 2022. <https://lematin.ma/express/2022/green-bonds-maroc-top-3-africain-mais/376939.html>.
- [4] Bernard, Michel. 2003. Objectif décroissance : vers une société harmonieuse. Parangon.
- [5] Bilais. 2022. « La finance durable : définition, réglementation et enjeux ». Agence de traduction Bilis (blog). 4 octobre 2022. <https://bilis.com/blog/la-finance-durable-definition-reglementation-et-enjeux/>.
- [6] BOUATOU, Mohamed. 2022. « Aperçu national sur la finance durable au Maroc ».
- [7] Bowen, Alex, et Cameron Hepburn. 2014. « Green growth: an assessment ». *Oxford Review of Economic Policy* 30 (3): 407-22. <https://doi.org/10.1093/oxrep/gru029>.
- [8] Bürgenmeier, Beat. 2015. Finance verte : Marketing ou révolution ? PPUR Presses polytechniques.
- [9] Capra, Fritjof. 2012. « Qu'est-ce que la littérature écologique ? »
- [10] Cude, Brenda J. 2010. « Financial Literacy 501 ». *Journal of Consumer Affairs* 44 (2): 271-75. <https://doi.org/10.1111/j.1745-6606.2010.01168.x>.
- [11] Damian, Michel. 2015. Les chemins infinis de la décarbonisation : neuf questions clés pour la COP21. Editions Campus ouvert. <https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-01230278>.
- [12] Falkner, Robert. 2016. *The Handbook of Global Climate and Environment Policy*. John Wiley & Sons.
- [13] Filippini, Massimo, Markus Leippold, et Tobias Wekhof. 2021. « Sustainable Finance Literacy and the Determinants of Sustainable Investing ». SSRN Scholarly Paper. Rochester, NY. <https://doi.org/10.2139/ssrn.3997285>.
- [14] Fonrouge, Cécile, et Stéphanie Petzold Dumeynieux. 2013. « Entrepreneuriat durable : nouvel eldorado ? » In *Le grand livre de l'entrepreneuriat*, 448. Le grand livre de l'entrepreneuriat. Dunod. <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01395582>.
- [15] Fund, Green Climate. 2022a. « Annual Results Report 2021 ». Text. Green Climate Fund. Green Climate Fund. 8 Avril 2022. <https://www.greenclimate.fund/document/annual-results-report-2021>.
- [16] Garg, Neha, et Shveta Singh. 2018. « Financial literacy among youth ». *International Journal of Social Economics* 45 (1): 173-86. <https://doi.org/10.1108/IJSE-11-2016-0303>.
- [17] Georgescu-Roegen, Nicholas. 2006. *La décroissance : entropie, écologie, économie*. Ellébore-Sang de la terre.
- [18] Global Progress Report. 2021. « Global Progress Report 2021 | Sustainable Banking Network ». 23 octobre 2021. <https://www.sbfnetwork.org/publications/global-progress-report-2021/>.
- [19] Hassaine, Yasser, et Abdelmadjid Badri. 2021. « L'économie verte : un passage inévitable pour les PME algériennes » 06 (novembre) : 135-48.
- [20] HCP. 2021. « Rapport sur les Objectifs de Développement Durable 2021 : Les 18 prochains mois seront déterminants pour inverser les impacts de la pandémie | Les Nations Unies au Maroc ». 2021.

- [21] Hervé, Nicolas. 2022. « Synthèse du rapport AR6 du GIEC publié le 28/02/2022 », 13.
- [22] Liu, Siming, Leifu Gao, Khalid Latif, Ayesha Anees Dar, Muhammad Zia-UR-Rehman, et Sajjad Ahmad Baig. 2021. « The Behavioral Role of Digital Economy Adaptation in Sustainable Financial Literacy and Financial Inclusion ». *Frontiers in Psychology*
- [23] MTEDD. 2022. « MINISTERE DE LA TRANSITION ENERGETIQUE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE <https://www.environnement.gov.ma/ar/>.
- [24] Muñoz-Céspedes, Ester, Raquel Ibar-Alonso, et Sara de Lorenzo Ros. 2021. « Financial Literacy and Sustainable Consumer Behavior ». *Sustainability* 13 (16): 9145. <https://doi.org/10.3390/su13169145>.
- [25] Murray, Paul E., et Alison J. Cotgrave. 2007. « Sustainability literacy: the future paradigm for construction education? » *Structural Survey* 25 (1) : 7-23. <https://doi.org/10.1108/02630800710740949>.
- [26] Nations Unies, Jocelyn. 2015. « Objectifs de développement durable ». *Développement durable (blog)*. 2015. <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable/>.
- [27] Ndedi, Alain, Kelly K. Mua, et Paulin Mbecke. 2015. *Le financement de l'économie verte : La croissance verte est possible*. Éditions universitaires européennes.
- [28] Nicolas, Mottis. 2022. *ISR et Finance responsable*. Editions Ellipses.
- [29] OCDE. 2013. « Croissance verte et développement durable - OCDE ». 2013. <https://www.oecd.org/fr/croissanceverte/>.
- [30] « ODD-13-A8-Plan-climat-national-horizon-2030.pdf ». s. d. Consulté le 10 janvier 2023. <https://www.umi.ac.ma/wp-content/uploads/2020/11/ODD-13-A8-Plan-climat-national-horizon-2030.pdf>.
- [31] Parrique, Timothée. 2022a. *Ralentir ou périr : L'économie de la décroissance*. Seuil.
- [32] Pottier, Jean-Marie. 2021. « Pour une économie plus juste et plus verte ». *Les Grands Dossiers des Sciences Humaines* N° 65 (décembre).
- [33] Pour un réveil écologique. 2022. « LES CAHIERS DU RÉVEIL - LA FINANCE VERTE ». 2022.
- [34] Smulders, Sjak, Michael Toman, et Cees Withagen. 2014. « Growth theory and 'green growth' ». *Oxford Review of Economic Policy* 30 (3): 423-46. <https://doi.org/10.1093/oxrep/gru027>.
- [35] Tchotourian, Ivan. 2016. « Littératie financière : une solution efficace pour la protection des personnes âgées ? » *Revue générale de droit* 46 : 155-217. <https://doi.org/10.7202/1036162ar>.
- [36] Torra, Mohamed, et Aomar Bouslihim. 2019. « L'investissement responsable et financement vert : un nouveau levier de développement durable ». *Journal d'Economie, de Management, d'Environnement et de Droit* 2.
- [37] UNEP, U. N. 2022. « Rapport Annuel 2021 ». UNEP - UN Environment Programme. 2022. <http://www.unep.org/fr/resources/rapport-annuel-2021>.
- [38] Ye, Jianmu, et Kmmcb Kulathunga. 2019a. « How Does Financial Literacy Promote Sustainability in SMEs? A Developing Country Perspective ». *Sustainability* 11 (10): 2990. <https://doi.org/10.3390/su11102990>.
- [39] Zenasni, Mourad. 2019. « La finance verte levier d'impulsion de la croissance verte : Cas du Maroc ». *Revue Internationale des Sciences de Gestion* 2 (4). <https://revue-isg.com/index.php/home/article/view/155>.